Une géopolitique régionale en recomposition

Didier Billion

Décomposition, affaiblissement et autoritarisme des appareils étatiques

Les conflits armés qui ont marqué de nombreux États de la région au cours des années écoulées ont dernièrement connu une baisse d'intensité. C'est notamment le cas en Syrie et en Libye, le Yémen constituant *a contrario* une exception puisque les bombardements menés principalement par l'Arabie saoudite ont perduré jusqu'au cessez-le-feu du mois d'avril 2022, et aggravent une situation humanitaire déjà catastrophique.

Par-delà ce premier constat, que l'on peut juger positif, il est notoire que nulle part des solutions politiques pérennes ne s'imposent véritablement. En Syrie, l'autisme du régime, se targuant de sa victoire militaire, ne laisse guère augurer ni la perspective d'une forme de gouvernement inclusif ni une amélioration de la situation des populations civiles, alors que les besoins économiques pour reconstruire le pays sont gigantesques. La Libye, en dépit de la décroissance des combats, ne parvient pas non plus à se stabiliser réellement, le report *sine die* de l'élection présidentielle prévue le 24 décembre 2021 en est un clair indicateur.

Si les trois pays évoqués possèdent, pour des raisons différentes, plus ou moins les caractéristiques d'États faillis, un quatrième s'ajoute désormais à cette liste. Ce n'est pas, à ce jour, à cause d'une guerre que le Liban s'affaisse littéralement, mais en raison de la gabegie des responsables politiques, et de leur incapacité à mettre en œuvre quelque solution que ce soit, que le pays du Cèdre s'enfonce inexorablement dans une crise multiforme que rien ne semble plus pouvoir stopper.

À ces observations s'ajoute celle de la persistance de l'autoritarisme des États de la région. Nulle part les mouvements de contestation initiés en 2011 ne sont parvenus à remettre en cause le pouvoir d'hommes forts et de régimes prétendant être les seuls à garantir la stabilité, entendre par là leurs capacités à piller les ressources nationales tant la corruption est érigée en système. La Tunisie, fréquemment citée en exemple depuis 2011, connaît elle-même une dérive autoritaire préoccupante depuis le coup d'État de Kaïs Saïed, le 25 juillet 2021. Depuis lors, tous les droits démocratiques sont progressivement et méthodiquement remis en cause. En outre, l'altération, parfois la nécrose, de nombreux appareils étatiques parvient dans certains cas à transformer les liens d'appartenance nationaux en liens d'allégeances communautaires exclusives, contradictoires avec un processus d'ouverture démocratique. On a pu le constater une nouvelle fois en Irak lors des élections législatives d'octobre 2021 ainsi qu'au Liban lors de celles du 15 mai 2022. La polarisation entre le Hezbollah, chiite, et les Forces libanaises, chrétiennes, fait en effet craindre un risque de blocage pour la formation du gouvernement. Les organisations issues du mouvement de contestation d'octobre 2019 et tentant de s'inscrire dans une logique de déconfessionnalisation de la vie politique libanaise n'ont, pour leur part, effectué qu'une timide percée, en remportant 13 sièges sur 128.

Recompositions géopolitiques à l'œuvre

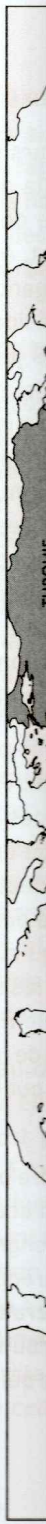
Des États que tout avait semblé opposer au cours des dernières années ont manifesté de récents rapprochements dont certains sont spectaculaires, même s'ils n'ont pas encore produit tous leurs effets. Ainsi de la Turquie avec les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, l'Égypte. Alors que ces acteurs se sont mutuellement longtemps voués aux gémonies, il faut prendre la mesure de ces progrès tant, sur quasiment tous les dossiers, les antagonismes étaient forts et entraînaient des affrontements par milices et clientèles interposées.

L'évolution est donc singulièrement perceptible dans le cas de la Turquie, dont les postures utilisées par Recep Tayyip Erdoğan ont souvent été belliqueuses à l'encontre des trois pays en question. La dure réalité de la situation économique intérieure oblige désormais le président à la recherche de partenariats tangibles. Pour leur part, les pays concernés manifestent la prise de conscience que la stabilisation à laquelle ils aspirent ne peut se réaliser sans la reprise de relations suivies avec Ankara, puisqu'aucun État arabe n'est en mesure à lui seul d'assumer aujourd'hui un rôle de régulateur régional. Partant de présupposés différents, les intérêts sont en l'occurrence convergents. Les dynamiques à l'œuvre indiquent assez clairement la volonté émirato-saoudienne de parvenir à une normalisation autoritaire de la région après la période des soulèvements révolutionnaires initiés en 2011, et de cesser les rivalités contre-productives avec la Turquie et le Qatar.

En outre, tout particulièrement dans le cas des Émirats arabes unis, les responsables politiques considèrent que les accords d'Abraham contractés avec Israël ne peuvent constituer l'alpha et l'oméga de leur politique régionale, même s'ils sont désormais pérennisés, comme en atteste le sommet du Néguev réunissant, en mars 2022, quatre ministres des Affaires étrangères arabes (Bahreïn, Émirats arabes unis, Égypte, Maroc) et leurs homologues israélien et états-unien, mais en l'absence de représentants palestinien et jordanien.

Toujours au titre des recompositions géopolitiques à l'œuvre, on peut aussi constater la normalisation graduelle, bien qu'inachevée, de la Syrie dans le jeu des relations régionales. Alors qu'elle avait été suspendue de la Ligue des États arabes en 2011, on peut considérer que sa réintégration se réalisera dans le court ou moyen terme, notamment sous l'impulsion des Émirats arabes unis, avec l'appui de la Jordanie et de l'Égypte, et le soutien plus discret de l'Arabie saoudite.

À l'inverse de ces mouvements de convergences politiques, la situation prévalant entre le Maroc et l'Algérie s'est considérablement dégradée, aboutissant à la rupture de leurs relations diplomatiques au mois d'août 2021 et à un préoccupant accroissement des tensions. Si l'hypothèse d'une guerre est peu probable, les blocages structurels affectant les pays du Maghreb s'avèrent radicalement contre-productifs et ne paraissent pas en voie d'être résolus.



Carte n° 1 Israël dans son environnement régional

Interminables négociations avec la République islamique d'Iran

Les espoirs fondés par la reprise des contacts entre négociateurs iraniens et français, allemands, britanniques, russes et chinois, après la dégradation accélérée des relations induite par la décision unilatérale de Donald Trump dénonçant l'accord sur le nucléaire de juillet 2015, n'ont, à ce jour, pas donné les résultats escomptés et piétinent, tant les divergences sont grandes. L'élection du conservateur Ebrahim Raïssi à la présidence de la République islamique dès le premier tour du scrutin du 18 juin 2021, qui fait suite à l'écrasante victoire des conservateurs aux législatives de février 2020, n'augure pas la possibilité de parvenir à un compromis rapide, sinon à un hypothétique accord intérimaire. Les conservateurs iraniens, qui ont toujours marqué leurs réticences à l'égard de l'accord sur le nucléaire, ont beau jeu de dénoncer la duplicité des puissances occidentales depuis la décision de D. Trump, et jouent avec habilité sur la fibre patriotique nationale, ce qui leur assure les succès électoraux évoqués. L'ampleur de l'accord de partenariat stratégique global contracté avec la Chine en 2021 permet par ailleurs à l'Iran de bénéficier d'un répit face aux sanctions états-uniennes, même si la situation économique du pays reste très dégradée.

En outre, on peut souligner la volonté des États arabes du Golfe de procéder à une forme de normalisation mesurée de leurs relations avec l'Iran. La visite du propre frère de Mohammed Ben Zayed, l'homme fort des Émirats arabes unis, à Téhéran, où il a rencontré le président Raïssi, ou encore le fait que le Conseil de coopération des États arabes du Golfe se déclare prêt à revenir à l'accord nucléaire de 2015 sont des signes tangibles des évolutions en cours. Les monarchies du Golfe indiquent en ce sens qu'elles sont finalement moins préoccupées par la menace nucléaire que par les missiles balistiques iraniens ou les milices proches de Téhéran qui existent dans la région et possèdent une forte capacité de nuisance. Le seul État de la région qui se maintient sur une position « ultimatiste » est Israël, ce qui lui vaut, sur ce dossier, un relatif isolement.

L'imbrication de ces différents paramètres permet de comprendre pourquoi les négociations ne parviennent pas à se conclure par un accord acceptable par les différents protagonistes. La fragilité de Joe Biden au Congrès et la proximité des *midterms* de l'automne 2022 aux États-Unis ne prédisposent pas les négociateurs de Washington à un compromis qui leur serait électoralement préjudiciable. De plus, la guerre en Ukraine a perturbé le cours des pourparlers, la Russie n'hésitant pas à exercer un chantage qui retarde

un processus déjà compliqué. Il semble néanmoins que les exigences états-uniennes sur l'arrêt de la modernisation des missiles iraniens et sur la politique régionale de Téhéran ont été abandonnées. Dans le même mouvement, les négociateurs iraniens ne demanderaient plus le remboursement du coût des sanctions. Autant d'éléments qui apparaissent positifs, mais dont il serait imprudent de tirer des conclusions trop hâtives.

Conséquences déjà perceptibles de la guerre en Ukraine

Les réactions constatées dans les États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord quant à leurs perceptions du conflit ukrainien sont fort différentes de celles prévalant dans les pays occidentaux et indiquent un indéniable embarras. Tout d'abord, les opinions publiques sont majoritairement défiantes à l'égard des initiatives occidentales. Le sentiment d'injustice, celui du « deux poids, deux mesures », reste très prégnant au sein des peuples de la région. La non-application du droit international et des résolutions de l'ONU quand il s'agit du conflit israélo-palestinien, alors que la réaction de celle-ci a été fulgurante au moment de l'invasion du Koweït en 1990, ou encore le souvenir de la guerre états-unienne unilatérale à l'encontre de l'Irak en 2003 et de celle menée par l'OTAN contre la Libye en 2011 sont autant d'éléments de suspicion à l'égard de décisions considérées avant tout comme destinées à conforter la domination occidentale. La différence de traitement des réfugiés au sein de l'Union européenne renforce aussi l'amertume ressentie à l'encontre de ce double standard. Il ne s'agit donc aucunement d'un soutien à l'agression de Vladimir Poutine, mais d'un refus diffus de s'aligner sur les réactions et les mesures mises en œuvre par les puissances occidentales. En d'autres termes, les peuples de la région perçoivent la guerre en Ukraine comme un conflit entre puissances, et non pas comme une menace régionale.

Au niveau des responsables politiques, ensuite, l'embarras s'explique par le retour en force de la Russie dans la région depuis une dizaine d'années, ce qui est particulièrement visible pour des pays tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Algérie ou Israël. Les pressions ont été manifestes lors du vote de mars 2022 à l'Assemblée générale de l'ONU concernant la condamnation de l'agression russe ; finalement, seuls l'Algérie, l'Irak, l'Iran et le Soudan se sont abstenus, le Maroc ne participant pas au vote et la Syrie votant contre. L'exemple des États arabes du Golfe est révélateur. Ainsi du pas de deux des Émirats arabes unis, qui se sont abstenus lors du vote de condamnation de la Russie par le Conseil de sécurité, mais ont voté celle-ci à l'Assemblée générale, parce que non contraignante dans

cette dernière instance. L'Arabie saoudite, pour sa part, refuse de souscrire aux pressantes demandes des États-Unis d'augmenter sa production de pétrole pour juguler l'envolée des cours de l'or noir. Ces deux États, dont les liens avec Washington se sont distendus au cours des récentes années, ne veulent pas se froisser avec la Russie, voire avec la Chine, l'une et l'autre de plus en plus présentes au Moyen-Orient. Ces évolutions s'inscrivent aussi dans un contexte de réticence grandissante à l'égard de la façon dont l'administration Biden gère les questions sécuritaires dans le Golfe.

L'Algérie est, quant à elle, tiraillée entre sa traditionnelle proximité avec Moscou, source de près de 70 % de ses achats d'armements, et les pressions occidentales, particulièrement explicites lors de la visite du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, le 30 mars 2022. En proie à une crise intérieure multiforme, Alger cherche en effet à prouver qu'il peut encore jouer un rôle sur le dossier des hydrocarbures. Israël, outre la très forte division des nombreux citoyens d'origine russe – environ 1 million – ou ukrainienne dans un contexte de forte fragilité du gouvernement, a besoin de l'aval de Moscou pour continuer de bombarder régulièrement, et en toute impunité, des positions iraniennes sur le sol syrien, ce qui reste stratégiquement essentiel à ses yeux. La Turquie, membre de l'OTAN, qui a sans ambiguïté condamné l'agression de la Russie, refuse, elle aussi, d'endosser les sanctions, expliquant qu'elle n'appliquerait que celles adoptées par l'ONU, et choisit de prendre plusieurs initiatives de médiation entre Moscou et Kyiv, indiquant qu'elle entend du même coup se positionner au centre du jeu diplomatique.

Enfin, le dernier paramètre, non des moindres, réside dans les graves conséquences économiques, particulièrement alimentaires, qui vont heurter de plein fouet une partie des populations. La très forte dépendance de nombre d'entre eux aux livraisons de blé russe et ukrainien est un enjeu majeur dans une région où l'une des bases de l'alimentation reste le pain. Le souvenir des émeutes de la faim reste vivace au sein de nombreux gouvernements et ne constitue pas une des moindres questions qu'ils craignent d'affronter.

